

Service Protection de l'Environnement
33, avenue de Romans
B.P. 96
26000 VALENCE

VALENCE, le 24/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EARL LES MIRAILLERS et Rémy BELLON

195 Chemin du Gousset
Quartier Les Miraillers
26300 Chatuzange-le-Goubet

Références : SB/2023/ 03648
Code AIOT : 0052600229

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2023 dans l'établissement EARL LES MIRAILLERS et Rémy BELLON implanté 195 Chemin du Gousset Quartier Les Miraillers 26300 Chatuzange-le-Goubet. L'inspection a été annoncée le 20/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Ce contrôle a été réalisé dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle. Ce site relevant de la directive IED, il doit être contrôlé tous les 3 ans

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL LES MIRAILLERS et Rémy BELLON
- 195 Chemin du Gousset Quartier Les Miraillers 26300 Chatuzange-le-Goubet
- Code AIOT : 0052600229
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site, composé de 4 bâtiments d'élevage, relève de la rubrique 3660-a. Sa capacité autorisée après extension est de 84 100 emplacements de volailles. Il produit actuellement des poulets de chair standards. Cette ICPE est cogérée par deux exploitants, Monsieur Jacques BELLON (EARL des Miraillers) exploite trois bâtiments, Rémy BELLON, exploite le dernier bâtiment construit en 2019 sur le site d'élevage. L'exploitation sera reprise par Rémy BELLON dans deux ans après le départ à la retraite de Jacques BELLON.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant qui à la charge de la gestion du fumier a transmis à l'inspection les bordereaux attendus de reprise. Mais ils sont insuffisamment renseignés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat de propreté du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
Thème(s) : Élevage, Dispositions générales
Prescription contrôlée : <i>L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.</i>
Constats : conforme

N° 2 : Recensement des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8
Thème(s) : Élevage, Généralités
Prescription contrôlée : <i>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage) ou de liquides inflammables, sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.</i>
Constats : conforme
Observations : Le plan des zones à risque a été présenté à l'inspection. Il doit être mis à jour (nouvel emplacement de la réserve de 120 m ³ notamment).

N° 3 : Propreté des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
Thème(s) : Élevage, Généralités
Prescription contrôlée : <i>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.</i>
Constats : conforme

N° 4 : Étanchéité des sols

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11 > I.
Thème(s) : Élevage, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : <i>Tous les sols des bâtiments d'élevage, de la salle de traite, de la laiterie et des aires d'ensilage susceptibles de produire des jus, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les équipements de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des annexes est conçue pour permettre l'écoulement des effluents d'élevage vers les équipements de stockage ou de traitement. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux sols des enclos, des volières, des vérandas et des bâtiments des</i>

<i>élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage.</i>
Constats : conforme
Observations : Les quatre bâtiments d'élevage sont sur paille. Les bâtiments n°3, 4 et 5 sont sur terre battue, le sol du bâtiment n°2, le plus ancien, est en grande partie bétonné (ancien élevage de lapins)

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : <i>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</i> <i>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.</i> <i>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</i> <i>Ces moyens sont complétés :</i> — <i>par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.</i> <i>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</i>
Constats : globalement conforme (voir observations)
Observations : Une réserve souple à incendie de 30 m ³ + une réserve souple de 120 m ³ . achetée à la suite de l'extension du site. La réserve incendie de 120 m ³ , vide au moment du contrôle, était en cours de déplacement dans le but de l'éloigner du réseau d'irrigation enterré (eau du canal de la Bourne). Chaque bâtiment d'élevage est équipé d'extincteurs qui ont été vérifiés en mars 2023.

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Dispositif de prévention des accidents
Prescription contrôlée : <i>Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</i>
Constats : conforme
Observations : Le contrôle électrique des bâtiments n°2, 3 et 4 exploités par Monsieur Jacques BELLON (EARL des Miraillers) a été réalisé en 2020. Le bâtiment n°5 exploité par Rémy BELLON a eu son consuel en 2020, date de sa construction. Le contrôle des 4 bâtiments devra être réalisé en 2025.

N° 7 : Protection de la ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
Thème(s) : Élevage, Prélèvements et consommation d'eau
Prescription contrôlée : <i>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</i>
Constats : conforme
Observations : Chaque co-exploitant dispose d'un compteur d'eau en nom propre (un compteur pour les bâtiments 2, 3 et 4, exploités par l'EARL des Miraillers et un compteur d'eau pour le bâtiment n°5. L'accès au réseau d'eau potable situé en bout de ligne est protégé par un clapet anti-retour.

N° 8 : Stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23 > III.
Thème(s) : Élevage, Collecte et stockage des effluents
Prescription contrôlée : <i>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les capacités minimales des équipements de stockage des effluents d'élevage répondent aux dispositions prises en application du 2° du I de l'article R. 211-81 du code de l'environnement.</i> <i>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, le stockage au champ des effluents visés au 2° du II de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé répond aux dispositions de ce dernier.</i>
Constats : conforme
Observations : Le stockage du fumier se fait au champ. L'éleveur déclare bâcher ses tas de fumier quand ils sont stockés au champ, il respecte les distances d'éloignement, la durée de temps de stockage, etc... .

N° 9 : Plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26
Thème(s) : Élevage, Epandage et traitement des effluents d'élevage
Prescription contrôlée : <i>L'épandage sur des terres agricoles des effluents d'élevage, bruts ou traités, est soumis à la production d'un plan d'épandage, dans les conditions prévues aux articles 27-1 à 27-5.</i>
Constats : conforme
Observations : Le plan d'épandage a été mis à jour lors du dépôt de la demande d'extension du site d'élevage en 2019 (construction du bâtiment n°5). La totalité du fumier produit sur le site est pris en charge par M. Rémy BELLON qui en épand une partie sur ses terres et qui en cède une partie à un agriculteur en échange de paille.

N° 10 : Équarrissage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35
Thème(s) : Élevage, Déchets et sous-produits animaux
Prescription contrôlée : <i>Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au code rural et de la pêche maritime.</i>
Constats : conforme
Observations : Les bordereaux d'équarrissage ont été mis à disposition de l'inspection

N° 11 : Cahier d'épandage et plan de fumure prévisionnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
Thème(s) : Élevage, Autosurveillance
Prescription contrôlée : <i>Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre :</i> <ol style="list-style-type: none"><i>1. Les superficies effectivement épandues ;</i><i>2. Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot PAC des surfaces épandues et en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot cultural des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage tel que défini à l'article 27-2 et les surfaces effectivement épandues est assurée ;</i><i>3. Les dates d'épandage ;</i><i>4. La nature des cultures ;</i><i>5. Les rendements des cultures ;</i><i>6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ;</i>
Constats : globalement conforme
Observations : Les plans prévisionnels de fumure et les cahiers d'enregistrements de pratiques d'épandage ont été mis à disposition de l'inspection. L'inspection n'a pas relevé d'anomalie majeure. Les observations ont été envoyées directement à l'exploitant. Elles portent principalement sur l'utilisation, en absence d'analyse, d'une teneur en azote du fumier trop élevée par rapport aux références régionales. Quelques ajustements semblent nécessaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Bordereaux de reprise

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
Thème(s) : Élevage, Autosurveillance
Prescription contrôlée : <i>Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes. Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</i>

Constats : non conforme
Observations : Les bordereaux ont été transmis après contrôle à l'inspection. Mais ils ne sont pas conformes car insuffisamment renseignés (pas d'enregistrement par parcelle, uniquement le volume de fumier repris, ...).
Type de suites proposées : Susceptible de suite

N° 14 : Déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
Thème(s) : Élevage, Installations classées au titre de la rubrique 3660
Prescription contrôlée : <i>L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé.</i>
Constats : conforme
Observations : La déclaration GERE a été effectuée en mars 2023

